

Chazel, F. (2003). *Du pouvoir à la contestation*. Paris, LGDJ.

Compte-rendu par Anne Revillard, paru in *Droit et Société*, 62 : 302-305, 2006.

Du pouvoir à la contestation réunit huit articles de François Chazel publiés entre 1975 et 2002 sur les thèmes du pouvoir, de la mobilisation et de la révolution. Si chacun des textes possède son intérêt propre, leur réunion, par la logique d'exposition choisie, offre le grand mérite d'articuler ces dimensions essentielles de la sociologie politique.

Partant très logiquement du pouvoir, l'auteur vise dans les trois premiers textes à délimiter avec précision les contours d'un concept central pour l'analyse sociologique en général et la sociologie politique en particulier. Dans « Le concept de pouvoir », François Chazel part de définitions philosophiques très larges, pour identifier progressivement, par restrictions successives, les traits d'une définition proprement sociologique du pouvoir. Dans cette perspective, ce dernier a partie liée avec l'action, et l'intention en constitue un indice important, ce qui conduit à « exclure du domaine d'action du pouvoir les processus de régulation sociale informelle » (p.22). François Chazel milite nettement en faveur d'une conception relationnelle du pouvoir, tout en refusant une conception désincarnée qui ferait abstraction des ressources du pouvoir : « le pouvoir doit être envisagé à la fois dans ses formes *manifestes*, en tant qu'exercice, et dans ses aspects *latents*, en tant que capacité » (p.27). Ainsi, une conception relationnelle du pouvoir ne saurait conduire à ignorer le caractère asymétrique des rapports de pouvoir : tel est l'objet du deuxième article, « Pouvoir, structure et domination », dans lequel François Chazel, à partir d'une discussion des travaux de Clegg, Lukes et Giddens, se propose « d'associer au concept *relationnel* de pouvoir la notion *structurelle* de domination » (p.39). Reprenant pour ce qui est du pouvoir les traits précédemment soulignés (exercice et capacité), il définit la domination comme une propriété structurelle liée à la distribution asymétrique des ressources, et présente de la façon suivante la complémentarité entre les deux : « le pouvoir fait généralement fond sur la distribution asymétrique des ressources constitutives des structures de domination et réciproquement [...] la domination, de son côté, dépend, pour son maintien même, du jeu des relations de pouvoir et de la mise en œuvre des ressources dans l'interaction qu'elles impliquent. Ainsi la domination *permettrait* le pouvoir qui pourrait avoir pour effet de la *reconstituer* » (p.65). Pour autant, et c'est essentiel, il se démarque – comme en témoigne l'usage du conditionnel –

d'une conception déterministe du jeu réciproque entre pouvoir et domination. En effet, le pouvoir, par sa dimension d'action *sur*, recèle en lui la possibilité du changement.

Analysant dans un troisième texte la « spécificité du pouvoir politique », François Chazel en revient à la théorie wébérienne qui, complétée par une analyse des travaux de Wrong, le conduit à insister sur le caractère toujours « mixte » du pouvoir politique, caractérisé par une « *combinaison* » des dynamiques de coercition et de légitimation, combinaison variable selon les degrés d'institutionnalisation des systèmes de pouvoir.

Le choix d'une conception relationnelle du pouvoir, qui rend possible une pensée du changement, conduit François Chazel à s'intéresser aux processus de mobilisation. Les quatre articles sur le thème de la mobilisation, présentés selon leur ordre chronologique de parution (de 1975 à 1997), permettent de retracer l'histoire d'un champ de recherche en même temps que l'évolution de la pensée du sociologue. Le premier texte sur « la mobilisation politique » (1975) présente rétrospectivement un intérêt certain du point de vue de l'analyse de la genèse des concepts, dans un champ de recherche dont les définitions et les grands courants sont aujourd'hui fortement structurés. En effet, il nous replace à une époque où le concept même de mobilisation n'était pas encore stabilisé. Deutsch et Germani le définissent comme mobilisation sociale, associée à la dynamique de modernisation et d'entrée dans un système de communications de masse. Ont ensuite été progressivement introduites les dimensions politique (Etzioni, Netti), *bottom-up* (Nettl, Oberschall) et conflictuelle (Oberschall) de la mobilisation, qui constituent les piliers de la définition proposée à la fin de cet article par François Chazel : la mobilisation consiste « en une création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications – ou quelquefois en une réactivation de loyautés et identifications « oubliées » - ainsi qu'en un rassemblement, sur cette base, d'acteurs – ou de groupes d'acteurs – dans le cadre d'un mouvement social¹ chargé, au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en place, de promouvoir et parfois de « restaurer » des fins collectives » (p.88).

Après avoir suggéré en 1975 une critique des fondements olsonniens de la théorie d'Oberschall (p.86-87), François Chazel procède en 1986 (« individualisme, mobilisation et action collective ») à un examen plus systématique de la portée de l'individualisme méthodologique pour l'analyse de la mobilisation et de l'action collective. Il en conclut que l'individualisme méthodologique est plus à même de mettre au jour les obstacles à l'action

¹ Le mouvement social est ici défini, selon la définition de Blumer, comme « une entreprise collective pour établir un nouvel ordre de vie » (p.88).

collective – et a, de ce point de vue, un « côté décapant » (p.107) des plus bénéfiques – que d'en expliquer la formation. Les pistes suggérées par l'auteur quant à ce dernier point annoncent les développements les plus récents de la sociologie des mouvements sociaux. En effet, en insistant d'une part sur le rôle de l'identité collective et des « orientations de l'action qui ont toujours une composante culturelle et qui peuvent à ce titre être traitées comme culturellement définies » (p.106), et d'autre part sur la « facilitation sociale et politique » de la mobilisation, François Chazel annonce les réflexions sur la dimension cognitive et sur les opportunités politiques, qui sont au cœur du renouvellement de la réflexion sur la mobilisation à partir des années 1990. Ces dimensions font l'objet des deux autres textes de cette partie sur la mobilisation. Dans « La place du politique dans les mobilisations contestataires : une découverte progressive » (1993), l'auteur souligne l'importance de la dimension politique des mouvements contestataires, notamment analysée par McAdam, McCarthy, Tilly et Zald, et encore plus par Tarrow et Kitschelt à travers leur analyse du rôle de l'Etat. Il conclut en soulignant la nécessité de doubler la prise en considération de la dimension politique d'une analyse des « processus symbolico-cognitifs » accompagnant les mobilisations. Cette recommandation est immédiatement mise en œuvre dans « Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives », où l'auteur choisit de s'intéresser à la dimension cognitive de la mobilisation. À l'encontre du concept de « libération cognitive » proposé par McAdam en 1982², François Chazel défend l'idée selon laquelle les processus cognitifs jouent sur le mode de l'ajustement plutôt que de la rupture, comme le suggère par exemple le concept d'alignement des cadres proposé par Snow et ses collaborateurs³ - à qui il reproche toutefois d'être trop centrés sur l'organisation de mouvement social, négligeant son interaction avec les publics cibles.

A la lecture de ces textes, le souci de penser conjointement les dimensions politiques et cognitives de la mobilisation apparaît bel et bien comme un fil conducteur essentiel de la réflexion de François Chazel. A ce titre, il peut être mis en regard d'auteurs qui estiment préférable de « choisir son camp » en matière de modèles explicatifs des mobilisations, entre mobilisation des ressources, aspects cognitifs et opportunités politiques⁴. François Chazel se refuse à de telles alternatives ; il ne s'agit pas pour lui d'ajouter des facteurs, mais bien de saisir finement les modalités d'articulation entre dimensions politiques et cognitives de la

² D. McAdam (1982), *Political process and the development of Black insurgency, 1930- 1970*, Chicago: University of Chicago Press, viii, 304 p.

³ D. A. Snow, E. B. Rochford, S. Worden et R. D. Benford (1986), "Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation", *American Sociological Review*, 51 (4): 464-481.

⁴ C'est par exemple la position défendue par R. Koopmans (1995), *Democracy from below. New social movements and the political system in West Germany*, Boulder: Westview Press, 282 p.

mobilisation. Ce choix découle de son inscription dans une sociologie de l'action, qui ne saurait dissocier l'acteur de sa conscience ni de son contexte d'action. Nous ne citerons qu'un exemple de cette combinaison, à savoir son choix de parler de structure des « chances » plutôt que des « opportunités » politiques. Loin de se résumer à une simple option de traduction, cette expression incarne l'articulation théorique défendue par l'auteur. En effet, il s'agit pour lui de souligner que les opportunités politiques n'ont d'impact sur la mobilisation que dans la mesure où elles sont *perçues* par les acteurs des mouvements sociaux (p.124). Il s'agit donc de prendre en considération *l'activité cognitive* des acteurs si l'on veut rendre compte de façon adéquate de l'influence des opportunités politiques sur l'action⁵.

Si elle vise l'identification théorique de processus sociaux, la sociologie doit aussi permettre d'expliquer des événements historiques dans leur singularité. La sociologie du pouvoir et des mobilisations est ainsi mobilisée pour rendre compte de conjonctures historiques particulières dans la dernière partie de l'ouvrage, consacrée aux révolutions. François Chazel défend ici l'intérêt d'une analyse des *processus* révolutionnaires, par opposition aux nombreuses études dont la problématique est centrée soit sur les causes, soit sur les conséquences des révolutions. Il s'agit de saisir les révolutions dans leur *déroulement*. Cette démarche est mise en œuvre dans deux textes, l'un sur le rôle de l'idéologie dans la dynamique révolutionnaire, à partir d'études sur les Révolutions anglaise et française, l'autre centré sur une analyse de la révolution est-allemande de 1989. Partant d'une volonté d'« éclairer la dimension idéologique et [de] souligner son importance pour la compréhension des phénomènes révolutionnaires » (p.158), le premier article (« idéologie et processus révolutionnaires ») conclut à la nécessité d'adjoindre à l'idéologie deux autres facteurs afin de rendre compte des processus révolutionnaires : « les enjeux de pouvoir et les mobilisations collectives » (p. 159). Le dernier texte (« La place de la mobilisation dans une révolution inattendue : l'effondrement de l'Allemagne de l'Est »), qui est aussi le plus récent (2002), illustre bien l'ambition d'articulation entre les dimensions du pouvoir, de la mobilisation et de la révolution, qui constitue le projet de ce volume. François Chazel, reprenant les analyses d'Hirschman, montre comment cette « révolution inattendue » a été marquée par une combinaison de défection (par l'exode) et de prise de parole – comme en témoignent les manifestations de Leipzig. L'étude détaillée de ces dernières fournit une illustration de la

⁵ Il nous semble toutefois que la dimension objective des opportunités politiques peut redevenir pertinente si l'on se pose la question, non plus de *l'explication* de la mobilisation, mais de son *impact* (sur l'Etat et les politiques publiques).

dimension indissociablement cognitive et politique de la mobilisation. Le volet cognitif est ici abordé à partir d'une étude des slogans des manifestants, qui révèlent l'aspiration à un ordre politique nouveau, mais aussi un désir de réunification, dont l'auteur souligne qu'il a été exprimé avant les premiers pas faits en cette direction par les dirigeants de la RFA.

Cet exemple de révolution « civique » initiée par la mobilisation citoyenne justifie tout l'intérêt d'une approche relationnelle du pouvoir, qui permet de concevoir la mobilisation comme moteur de changement. L'analyse des processus révolutionnaires permet donc d'illustrer, à partir du travail d'explication d'un événement historique singulier, la manière dont les choix théoriques de l'auteur s'articulent : c'est parce que le pouvoir est pensé en termes relationnels, sans être confondu avec la domination, que deviennent pensables la mobilisation et le changement social. On ne saurait donc que trop recommander la lecture d'un ouvrage exigeant qui, par la clarté d'exposition et la rigueur d'analyse, constitue une introduction précieuse à l'étude de thématiques centrales pour la discipline sociologique et une mise en perspective stimulante des orientations de recherche les concernant.